

LA "SOCIÉTÉ POPULAIRE" DE MONTBRISON

En 1793-1794, les périls extérieurs et intérieurs conduisent la Convention à établir un véritable "gouvernement révolutionnaire" : la Convention demeure, certes, souveraine. Elle se réunit chaque jour et reste *le centre unique de l'impulsion du gouvernement* (A. Soboul). Le Comité de salut public applique la politique qu'elle définit et s'appuie, à Paris, sur le Club des Jacobins, et, en province, sur les "Sociétés populaires" qui sont chargées de renforcer l'action du gouvernement par leur *vigilance révolutionnaire*¹.

Montbrison a été le siège d'une société populaire, forte de cent soixante-neuf membres et qui a joué un rôle important : dans une ville qui a la réputation justifiée d'avoir été royaliste, l'événement était suffisamment provocant pour nous donner envie d'en savoir plus. Nous nous sommes donc demandés quelle était la composition et quelle avait été l'action de la Société populaire de Montbrison. Ou, si l'on préfère : qui étaient ces jacobins montbrisonnais ? Qu'ont-ils fait ?

Des documents conservés aux archives départementales de la Loire nous permettent de répondre - du moins en partie - à ces questions. Il s'agit de :

- la liste des membres de la société populaire²
- le registre de ses délibérations²
- le registre des certificats de civisme, résidence et passeports²
- le registre des délibérations du comité de surveillance².

Des circonstances dramatiques³

Avant d'étudier la composition et le rôle de la Société populaire, il est nécessaire de prendre la mesure de la situation locale.

- De juin à septembre 1793, Montbrison est aux mains des royalistes. Les Muscadins lyonnais recrutent trois cents hommes dans la capitale du Forez et la ville devient une véritable garnison royaliste : la défense de la ville (3 août 1793) contre les colonnes républicaines venues de Sury-le-Comtal, Moingt et Boën, le coup de main victorieux contre les troupes républicaines du général Nicolas, à Saint-Anthème (25 août 1793) et le combat de Salvizinet, près de Feurs, montrent l'ardeur et marquent les succès des Muscadins montbrisonnais, menés par

1. Jean Boutier et Philippe Boutry, dans une enquête sur le nombre de ces sociétés populaires pensent qu'elles étaient au nombre d'environ 5 000. cf. J. Boutier et P. Boutry : *La diffusion des sociétés politiques en France (1789-an III). Enquête*. (Annales Historiques de la Révolution française, n° 266, sept-oct 1986). Dans la Loire, Colin Lucas répertorie 54 sociétés populaires. Cf. Colin Lucas : *The Structure of the Terror. The Example of Javogues and the Loire* (Oxford, 1966).

2. Archives départementales de la Loire, L 434.

3. Cf. Claude Latta : *La Révolution à Montbrison (1787-1795)*. (Montbrison, Cahiers du Comité montbrisonnais du bicentenaire de la Révolution française, cahier n° 4, 1989).
Claude Latta : *Royalistes contre républicains. Un épisode de la Révolution en Forez entre juin et septembre 1793* (Coursières, n° 18, juillet 1989).

le chevalier de la Roche-Négly ("Rimbert") qui s'illustre à leur tête. Mais la passivité - voire l'hostilité - des habitants de la plaine souligne l'isolement des Montbrisonnais.

- Montbrison passe aux mains des républicains en septembre 1793. Deux colonnes ont été envoyées contre Montbrison :

. La première colonne vient de Roanne - par Saint-Germain-Laval et Boën. Elle occupe la ville le 9 septembre 1793. La garnison lyonnaise et ses partisans montbrisonnais l'ont évacuée la veille.

. La seconde colonne - dirigée par Javogues - arrive le 13 septembre, venant de Saint-Etienne, non sans avoir fait un vaste détour par Montrond, Chazelles et Feurs pour tenter de rejoindre les royalistes faisant retraite vers Lyon.

. D'autre part, des bataillons de volontaires auvergnats arrivent par Thiers, mais aussi par Saint-Anthème et par Viverols et Saint-Bonnet-le-Château. Dès le 13 septembre, ils bivouaquent à Montbrison, installent leur quartier général dans l'hôtel particulier des La Pierre Saint-Hilaire⁴ dans l'actuelle rue du Palais-de-Justice. Montbrison sert alors de relais aux volontaires du Puy-de-Dôme marchant sur Lyon assiégé qui est prise le 9 octobre 1793 par les armées de la Convention.

Dès le 17 septembre 1793, Javogues réinstalle la Société populaire dans les locaux de l'ancienne chapelle des Pénitents. En effet, il avait déjà existé une Société populaire à Montbrison : la Société des Amis de la Constitution, fondée à la fin de 1790. Nous savons peu de chose sur elle puisque ses archives n'ont pas été retrouvées. Elle siégeait déjà dans la chapelle des Pénitents. Elle incarnait suffisamment la Révolution pour que les Muscadins, en juin 1793, saccagent ses locaux et brûlent ses statuts ainsi que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

La nouvelle Société populaire, réinstallée par Javogues, prend le nom de Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité.

Les Jacobins montbrisonnais sont, certes, minoritaires mais cependant suffisamment nombreux pour représenter une force et agir. Ils le font dans le climat de guerre civile que les événements des mois précédents ont créé. Et ils doivent d'abord s'imposer face aux remuants révolutionnaires venus du Puy-de-Dôme.

Le contexte politique est dramatique : Montbrison, devenu Montbrisé, va être châtié de sa participation à l'insurrection fédéraliste.

L'installation de la Société populaire et le conflit avec les Auvergnats

La période qui s'écoule entre le départ des Muscadins (9 septembre) et la prise de Lyon (9 octobre) est une période trouble. Il y a, à Montbrison, une sorte de vacance du pouvoir. Les administrateurs du nouveau département de la Loire, créé par les représentants en mission, ne sont pas encore arrivés.

Le cinquième bataillon de volontaires du Puy-de-Dôme, caserné dans la ville, joue pendant quelques semaines un rôle capital. Maignet⁵ et

4. Cet hôtel particulier appartient aujourd'hui au baron de Vazelhes.

5. Etienne-Christophe Maignet (1758-1834) avocat au parlement puis député du Puy-de-Dôme à la Législative et à la Convention où il vote la mort du roi. Représentant en mission près de l'armée de Moselle puis près de l'armée des Alpes qui assiégeait Lyon. Envoyé à Montbrison.

Châteauneuf-Randon⁶, représentants en mission, installent à Montbrison un Comité de Salut public, formé de volontaires auvergnats, qui entre en fonction le 19 septembre et ne doit de comptes qu'à l'administration du Puy-de-Dôme⁷. Il fonctionne du 19 septembre au 7 novembre 1793 et joue le rôle d'une véritable autorité municipale ; le 24 septembre, il fait procéder à Montbrison à une visite domiciliaire générale qui a un double but : l'arrestation de suspects et la confiscation des armes cachées chez les particuliers et qui sont envoyées aux soldats qui assiègent Lyon⁸.

Colin Lucas a bien montré l'hostilité qui existe entre les Auvergnats qui campent à Montbrison et les habitants de la ville dont ils se méfient⁹. Celle-ci n'est-elle pas "le foyer de l'aristocratie la plus virulente" ? Les auvergnats se méfient de la Société populaire elle-même : le 24 septembre, deux des trois Montbrisonnais¹⁰ qui font d'abord partie du Comité de Salut public en sont exclus et, le lendemain, le Comité décide que deux de ses membres assisteront aux séances de la Société populaire. Plusieurs volontaires du 5^{ème} bataillon adhèrent à la Société populaire dans le but évident de mieux la contrôler...

Cette opposition est accentuée par l'attitude générale des volontaires auvergnats qui se comportent dans Montbrison comme en terrain conquis, paraded dans la ville en ne cachant guère leur mépris pour les Montbrisonnais et multiplient les saisies de grains. Ils contrôlent en outre le tribunal révolutionnaire installé à Feurs et sont donc rendus responsables de la répression. Sans doute faut-il ajouter à tout cela la méfiance traditionnelle existant entre les habitants des deux versants des monts du Forez...

La Société populaire a donc d'abord du mal à s'imposer. Elle le fait progressivement et l'emporte finalement lorsque le Comité de Salut public de Montbrison est dissous le 16 brumaire an II (8 novembre 1793) et lorsque la situation administrative et politique se stabilise¹¹.

Les Jacobins montbrisonnais

Qui sont les membres de la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité de Montbrison - autrement dit la Société populaire ? La liste en a été établie le 27 frimaire an II (17 décembre 1793). Elle comporte, nous l'avons dit au début de cet exposé, les noms de 169 adhérents. On est surpris de voir, dans cette ville royaliste, quelle était l'importance des Jacobins. Certes, dix membres de la Société populaire sont officiers du 5^{ème} bataillon du Puy-de-Dôme. Mais les

6. Alexandre de Châteauneuf-Randon (1757-1827), noble libéral, fut élu à la Convention par le département de la Lozère, il accompagna les contingents locaux au siège de Lyon, puis fut nommé représentant près de l'armée des Alpes

7. Cf. Colin Lucas : *Auvergnats et Foréziens pendant la mission du conventionnel Javogues (septembre 1793 - pluviôse an II)* - Actes du colloque Gilbert Romme et son temps (Paris, P.U.F., coll. Publications de l'Institut d'Etudes du Massif central, 1966), p. 129-147.

8. Ibid., p. 132.

9. Ibid., p. 132-134.

10. Potey père, Gauthier et Chantelauze. Seul Potey reste membre du Comité de Salut public.

11. Pour l'ensemble du conflit entre Foréziens et Auvergnats - qui, volontairement - n'a pas été développé ici, on se reportera à l'article de Colin Lucas.

autres membres de la Société habitant Montbrison ou Moingt (9 membres)¹². Il s'agit de leur part d'un engagement public, dans une ville où ils se savent minoritaires - certains paieront cher cet engagement¹³.

En tête de la liste, on trouve les noms de Rambert Javogues, notaire à Montbrison et Claude Henri Dupuy, receveur du district : leur présence a, évidemment, une forte valeur symbolique puisque le premier est le père de Claude Javogues, représentant en mission et que le second est le père de Jean-Baptiste Dupuy, membre de la Convention et du Comité de Sûreté générale. A leur suite, les noms des trois Conventionnels régicides figurent sur la liste des adhérents : Javogues et Dupuy mais aussi Dubouchet, un médecin qui a été maire de Montbrison en 1792.

La présence de ces noms affirme les liens qui existent entre la Convention et la Société populaire de Montbrison. Elle symbolise aussi la cohésion familiale des Javogues et des Dupuy, engagés dans la lutte pour la république montagnarde.

Socialement, qui sont les Jacobins montbrisonnais ? Dans 104 cas les professions des membres de la Société populaire ont pu être déterminées : soit qu'elles figurent sur la liste conservées aux Archives départementales, soit qu'on les ait identifiées en procédant par recoupement avec le registre de la taille, de la capitation et du vingtième de 1789¹⁴

Voici à quels résultats nous parvenons :

- 37,5 % des membres de la Société populaire appartiennent à la moyenne bourgeoisie : 18 hommes de loi - avocats, notaires, procureurs, greffiers... - ce qui n'est guère étonnant dans une ville à forte tradition judiciaire comme Montbrison : à côté des Javogues et des Dupuy, on trouve d'autres noms bien connus de familles notables de la ville comme les Chantelauze, Chavassieu d'Audebert, Portier, Punctis, Tézenas, Verd, Des Arnauds, Buer, Bourboulon. A ces hommes de loi il faut ajouter sept officiers ou anciens officiers de l'armée ; cinq représentants des professions médicales (parmi eux : les docteurs Dubouchet et Durand, le chirurgien Joseph Levet) ainsi que quatre fonctionnaires ou administrateurs - dont Chaland, le maire jacobin de Montbrison. Il y a aussi un architecte et quatre représentants de professions "intellectuelles" : un professeur, deux "grammairiens"¹⁵ et un libraire-imprimeur.

- Mais la plus grande partie des membres de la Société populaire appartient au "peuple des villes" : boutiquiers et marchands, artisans et leurs compagnons. Ils représentent 53,8 % de nos Jacobins montbrisonnais. Enumérons les professions et le nombre de représentants de chacune d'elles. On aura une idée de l'extraordinaire variété des métiers de la ville à la fin du XVIII^e siècle.

. Dix "marchands" (sans autre indication) : colporteurs, boutiquiers sans spécialisation.

. trois "aubergistes" : l'auberge a toujours joué un rôle important dans

12. Moingt avait aussi sa Société populaire, forte de 59 membres (A.D.L., L 434).

13. Cf. infra : Après Thermidor.

14. Marguerite Gonon : *Registre de la taille subsidiaire et vingtième de Montbrison (année 1789)*. Bull. de la Diana, t. XXVII, n° 4, 1939-1941.

15. grammairien : profession qui correspond à celle d'instituteur.

la vie publique et l'échange des nouvelles.

. les métiers de l'alimentation : neuf boulangers et un confiseur (les boulangers sont nombreux et souvent aisés. Le pain est la base de l'alimentation).

. les métiers de l'habillement : quatre tailleurs d'habits, cinq chapeliers, deux perruquiers, un teinturier, un blanchisseur.

. les métiers du cuir : un sellier et surtout neuf cordonniers. Du XVIII^e au début du XX^e siècle on retrouve les cordonniers massivement engagés dans les révolutions, les émeutes ouvrières, et même à la fin du XIX^e, dans le mouvement anarchiste.

. les métiers du fer : un maréchal-ferrant, un serrurier, un charron.

. les métiers du bois et du bâtiment : un charpentier, un menuisier, un maçon.

. deux orfèvres et trois horlogers : métiers d'art autant que d'artisanat.

- Quant aux représentants des catégories sociales les moins favorisées, ils sont peu nombreux (peut-être existait-il une cotisation pour être membre de la Société ?). Nous avons trouvé cinq tisserands (métier où le chômage saisonnier était important) et quatre jardiniers (souvent pauvres ; leur présence témoigne de l'importance de l'environnement rural de la ville). Pas d'agriculteurs dans la Société populaire : pourtant il y en a à Montbrison. Pas de domestiques (ils sont nombreux à être employés dans les familles notables ou même simplement un peu aisés).

Si l'on recoupe ces renseignements professionnels et sociaux par l'analyse des fortunes de cent membres de la Société populaire telle que l'a fait Colin Lucas d'après le registre de la taille de 1789 on constate que :

. Les fortunes les plus élevées sont peu nombreuses : 10 % des membres paient plus de cent livres de taille.

. Les fortunes moyennes sont prépondérantes : 47 % des membres paient entre vingt et cent livres de taille.

. Enfin 43 % paient moins de vingt livres (seulement 3 % paient moins de une livre).

La composition de la Société populaire de Montbrison ainsi que l'analyse des fortunes de ses membres montre, nous semble-t-il, qu'on a là, au sein des Montagnards rassemblés dans la chapelle des Pénitents, l'alliance d'une partie de la bourgeoisie urbaine - la "bourgeoisie jacobine" - avec le peuple des villes, ces "sans culottes" qui, comme l'a montré Albert Soboul à Paris, se recrutaient surtout dans le monde de la boutique et de l'atelier. On voit donc se côtoyer notables et artisans. On y voit aussi se diviser les familles : deux Portier sont membres de la Société populaire, alors que deux de leurs frères sont exécutés pendant la Terreur. Les Chavassieu d'Audebert sont membres de la Société alors que leur cousin Antoine Chavassieu est exécuté à Feurs... La coupe révolutionnaires / "réacteurs" passe à travers les familles.

Le rôle de la Société populaire

- Le fonctionnement : la Société populaire tient, on l'a dit, ses séances dans l'ancienne chapelle des Pénitents. Les locaux ont été saccagés par les royalistes en juin 1793. On se préoccupe donc d'abord de les réparer. Plusieurs devis sont demandés et effectués par des entrepreneurs montbrisonnais, en particulier pour la réparation du plancher.

La Société populaire élit son bureau, régulièrement renouvelé : après Rambert Javogues et Claude Henri Dupuy, les membres les plus fréquemment élus sont le libraire Jacques Bernard, le notaire Bourboulon, le chapelier

Michel Portier¹⁶, les hommes de loi Chantelauze et Buer.

- L'action de la Société populaire : Le registre de ses délibérations nous donne une bonne idée des activités de la Société populaire.

. Elle a d'abord pour but de *propager les principes républicains et d'instruire les habitants des campagnes de leurs droits et de leurs devoirs*¹⁷. Au cours de ses séances, elle fonctionne comme une "société de pensée" : on y discute des grands sujets du moment, des décisions du Club des Jacobins, des lettres reçues des autres sociétés populaires. Les sociétés populaires sont le creuset où s'élabore la doctrine montagnarde.

. "La patrie est en danger" : les périls extérieurs imposent aux membres de la Société populaire de participer à l'effort de la nation ; collecte d'argent pour aider à l'armement des soldats de la République ou même actions plus concrètes : *Nous vous présentons les deux cavaliers que la Société a armés et équipés à ses frais*¹⁸, écrit la Société aux administrateurs du district.

. La Société populaire manifeste son zèle contre le "fanatisme" : c'est l'un des membres de la Société populaire, Fusil, qui, le 13 nivôse an II organise sur une terre au-dessus des casernes de la commune la destruction des objets du culte : les statues, missels, bréviaires ainsi que plusieurs chasubles, aubes et surplis ont été livrés aux flammes : nombre de citoyens et citoyennes se sont empressés de jeter une grande quantité de livres et chapelets qu'ils apportaient en foule. Pendant le brûlement, ils ont dansé la farandole et chanté des chansons patriotiques¹⁹.

. L'action contre les ennemis de la Révolution : en effet, c'est au sein de la Société populaire que sont choisis douze membres, nommés par Javogues, et qui constituent le comité de surveillance. Ce comité de surveillance est donc l'émanation directe de la Société populaire.

Il s'installe dans l'hôtel particulier de la famille de Meaux²⁰ où il occupe "deux appartements", l'un pour ses "séances", l'autre pour ses "archives". Il désigne tous les mois un président et un secrétaire : ce sont d'abord Claude Henri Dupuy et le grammairien Benoît Durand. Sont aussi présidents Fricour (qui se fait appeler Fricour-Chalier²¹) et le libraire Jacques Bernard qui est un révolutionnaire convaincu.

Le Comité de surveillance est l'organe, le "bras séculier" de la Terreur. Il reçoit les dénonciations (l'article 6 du règlement précise : *qu'autant*

16. Michel Portier eut pour fils un autre Michel Portier qui devint évêque aux Etats-Unis. Cf. Claude Latta : *Evêques et Prêtres foréziens aux Etats-Unis (1817-1867)* (Montbrison, Village de Forez, 1988).

17. A.D.L., L 434. Registre des délibérations.

18. A.D.L., L 434. Registre des délibérations.

19. Archives municipales de Montbrison : Registre des délibérations du conseil municipal.

20. Actuel lycée privé Montalembert. L'hôtel de Meaux avait été réquisitionné, car il appartenait à une famille qui avait pris le parti de l'insurrection lyonnaise.

21. Chalier, maire jacobin de Lyon, guillotiné sur la place des Terreaux et considéré comme un martyr par ses partisans.

qu'elles seront signées). Après décision prise à la majorité, il décide des arrestations à opérer *notamment contre les rebelles de Lyon*. Il délivre des mandats de perquisition, des passeports, des certificats de civisme et de résidence.

Cent soixante et une délibérations sont enregistrées. Certains mandats d'arrestation sont collectifs. Le 9 frimaire an II, le Comité de surveillance décide l'arrestation de *tous les membres de la municipalité et du conseil général, se trouvant en exercice depuis le mois de juin dernier*. Ce mandat est d'ailleurs exceptionnellement signé de trois membres du Comité de surveillance et de trois membres de la nouvelle municipalité jacobine.

Les personnes arrêtées sont incarcérées dans les anciennes prisons situées sur le flanc de la butte du Calvaire ou dans l'ancien couvent des Visitandines. Puis, en convoi, elles sont expédiées à Feurs où siège la Commission militaire.

Le Comité de surveillance a la haute main sur l'administration de la prison. Il nomme les geôliers. Le 6 frimaire an II on le voit décider *la création d'une infirmerie dans la prison de ville*.

D'autres décisions plus politiques ou sociales sont prises : par exemple, les religieuses de Sainte-Anne qui ont gardé leurs fonctions à l'hôpital sont expulsées et remplacées par douze femmes prises parmi *les indigents de la ville...*

Après le 9 thermidor

Le mandat des sociétés populaires et des comités de surveillance cesse après le 9 thermidor (chute de Robespierre) lorsque prend fin la Terreur. Les anciens membres de la Société populaire sont alors, pendant l'été 1795, victimes d'une "terreur blanche". Dans le district de Montbrison - surtout à Montbrison - dix-sept jacobins (ou réputés tels) sont massacrés. Parmi eux, de nombreux membres de la Société populaire : Forest, de Moingt, le jardinier Curtil, le chapelier Defont, Fonlupt, Chaux ; le tisserand Antoine Giraud, dit "Branche d'or" dont le corps est retrouvé au petit matin sur les quais du Vizézy. Certaines femmes sont elles aussi massacrées, après avoir subi des humiliations publiques : la "femme Forest", la "femme Fricour", la "veuve Bichet"²². Il est alors dangereux d'avoir fait partie de la Société populaire ou du Comité de surveillance ou d'être les épouses des Jacobins de Montbrison...

Cruelle époque.

Malgré tout, un monde nouveau

Les archives de la Société populaire et du Comité de surveillance nous permettent ainsi de comprendre de l'intérieur comment fonctionne à Montbrison le "gouvernement révolutionnaire". Dans cette petite ville qui a activement participé à l'insurrection de Lyon contre la Convention, les Jacobins se regroupent, parviennent à éliminer l'influence des Auvergnats particulièrement mal supportés par la population, participent à l'organisation de la "patrie en danger", brisent ce qui peut rester de Muscadins et de contre-révolutionnaires. La Société populaire et le Comité de surveillance rassemblent notables "patriotes" et

22. Cf. Colin Lucas : *Violence thermidorienne et société traditionnelle. L'exemple du Forez* (Cahiers d'Histoire, tome XXIV, n° 4, 1979).

"sans-culottes" venus de leurs ateliers et de leurs boutiques, pour faire pénétrer la République dans les esprits et étudier les bases d'un monde nouveau. Il y a dans leur aventure de la grandeur, et aussi parfois, il est vrai, de l'intolérance. Ils ont engagé leur vie : les victimes de la "terreur blanche" nous le rappellent et témoignent de leur sincérité et de leur courage.

Cruelle époque : la Terreur de 1793 avait été une réponse aux Muscadins ; la terreur blanche répondit aux exécutions de Feurs.

Epoque terrible : mais la patrie est sauvée de l'invasion, les ennemis de l'intérieur sont écrasés. Au-delà de l'affrontement insensé et sanglant des hommes va naître, malgré tout, un monde nouveau : pas immédiatement certes. Mais les hommes de 1848 et de la III^{ème} République, en fondant la Liberté, répondaient aux aspirations des hommes de 1789 et de 1793 - de ceux qui, en réfléchissant dans la chapelle des Pénitents aux réformes à faire pour *le bonheur de l'homme*, préparaient l'avenir. C'est François Furet qui nous le rappelle²³, les idées de la Révolution trouvent leur accomplissement en 1848 et 1879-1885.

Claude LATTA



23. François Furet : *La Révolution française* (Paris, Hachette, coll. Histoire de France Hachette, 1988).